



## MODELE DE CONVENTION

### Convention portant sur les modalités d'exercice de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public de la commune de.....

Il a été, entre la Commune de....., représentée par Monsieur ou Madame....., maire en exercice à cette fin habilité par une délibération du Conseil municipal du .....,

Et

Monsieur / Madame X, occupant .....(à décrire) sur le terrain communal, situé à.....,

#### Convenu ce qui suit :

- 1) La présente convention a pour objet de déterminer les modalités d'exercice de l'autorisation d'occupation temporaire de la parcelle.....appartenant au domaine public de la commune.
- 2) L'occupant du terrain communal est autorisé à occuper et utiliser le terrain dans le respect des prescriptions légales et réglementaires.
- 3) L'occupant s'engage à n'apporter aucune modification aux lieux occupés sans avoir au préalable recueilli l'accord exprès et écrit de la commune et à les restituer à l'état initial. Un état des lieux contradictoire sera établi à l'arrivée de l'occupant sur le site et en fin d'occupation.
- 4) La Commune s'engage à maintenir le terrain libre de toute occupation autre tant que l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public de la commune n'est pas retirée.
- 5) L'accès voirie se fera exclusivement dans les conditions prévues par la commune.
- 6) La redevance due est annuelle et payable par avance selon les modalités de paiement suivantes.....

Son montant s'élève à .....€, révisables chaque année au 1<sup>er</sup> juillet sur la base de l'indice INSEE du coût de la prestation, objet de la convention, qui présente le plus de liens avec l'un des indices INSEE\*

7) La convention d'occupation sera résiliée de plein droit dans les cas suivants :

1/ Révocation de l'autorisation d'occupation temporaire du terrain communal

2/ Non-respect des lois et règlements en vigueur

3/ Manquement à l'une quelconque des clauses de la présente

8) Madame/Monsieur X prend acte que l'autorisation d'occupation temporaire qui lui est octroyée revêt un caractère précaire et révocable pour motif tiré de l'intérêt général.

Pour accord,

Fait en double exemplaire, à....., le .....

Lu et approuvé,

**Monsieur/Madame X,**  
propriétaire et exploitant du (bien),

**Pour la Commune,** le Maire  
Monsieur ou Madame

---

\* à titre d'exemple : revenus et consommation des ménages, indice des prix à la consommation Indice des prix dans la grande distribution, Indice des prix d'entretien-amélioration de logements, Indice de la production industrielle, Indice de référence des loyers, Indice du coût de la construction, Indice de prix à la production dans l'industrie